

Je signale en outre qu'il n'y a pas eu d'accroissement dans le troisième trimestre de 1959, et qu'il est par conséquent un peu tôt pour affirmer que la bataille s'est terminée par une victoire éclatante.

Que dire, à ce propos, du chômage, dont personne au pays n'était censé souffrir? Encore une fois, je cite le Bureau fédéral de la statistique, qui déclare que le nombre de personnes sans emploi et en quête d'emploi, par rapport à l'effectif ouvrier total, s'est situé en moyenne à 6.6 p. 100 pendant 11 mois de l'année 1958, et à 5.6 p. 100 pendant 11 mois de 1959. Il y a donc une diminution de 1 p. 100, dont il y a lieu de se réjouir évidemment, mais elle ne doit pas nous faire tomber dans la satisfaction béate, car c'est le deuxième plus haut taux de chômage depuis la grande crise des années 1930, et il semble vouloir monter.

Le premier ministre a plus d'une fois, au cours des dernières semaines, formulé des affirmations trompeuses et inexactes au sujet de nos sombres prédictions. Je lui ai dit que je reviendrais sur cette question et je ne veux pas le décevoir. Il a fait cela afin de pouvoir dire par la suite, après avoir formulé ces affirmations inexactes, que nous avions dit que cela ne pouvait pas se faire et qu'il l'avait fait. Et l'une des affirmations qu'on nous attribue, c'est que nous aurions un million de chômeurs au Canada. J'ai fait une déclaration là-dessus au nom de notre parti lors du débat sur l'exposé budgétaire; les honorables députés peuvent la trouver à la page 3052 du *hansard*. J'ai dit alors, comme en fait foi cette page, qu'au cours de l'année courante, —c'est-à-dire en 1959,— nous aurions en moyenne plus de 300,000 chômeurs. Voilà la déclaration que j'ai faite. Était-ce trop sombre? C'était trop optimiste. Le fait est que la moyenne est de 348,000 et qu'elle augmente. Le redressement économique n'a pas été très spectaculaire aux yeux de ces 348,000 personnes, en moyenne, qui chômaient en 1959; ce chiffre est plus élevé qu'en Grande-Bretagne, qu'aux États-Unis et que dans les pays de l'Europe occidentale. La solution qu'on a offerte à ce problème est de partager le coût de travaux d'hiver avec les municipalités, qui éprouvent de plus en plus de difficulté à trouver l'argent dont elles ont besoin pour acquitter leur propre part. Pourquoi éprouvent-elles cette difficulté?

Cela m'amène à mon sujet suivant, le resserrement du crédit et les taux d'intérêt. Je suis très heureux de voir que le ministre des Finances (M. Fleming) est de retour de Paris, car il m'aurait beaucoup déplu de formuler cette partie de mon discours en son absence. Je n'aurais pas eu le plaisir d'entendre les remarques qu'il lancera sûrement maintenant. Elles n'auront rien de nouveau,

mais comme d'habitude elles seront intéressantes.

L'hon. M. Fleming: Vous cherchez à les écarter.

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, au cours des deux ou trois dernières années, nous avons souffert du chômage qui découle d'une régression et nous avons été atteints par les pires maux monétaires d'une période de grande prospérité, alors que le resserrement du crédit et les taux d'intérêt ont atteint un niveau sans précédent. Pour éviter à l'avenir pareille situation, nous ferions mieux de chercher à en découvrir la cause immédiate.

Le premier ministre a dit plus d'une fois, —et le ministre des Finances lui a fait écho, —ou est-ce l'inverse?— que la situation a découlé d'un programme de dépenses conscient et étudié qu'on a appliqué à la fin de 1957 en vue d'enrayer la régression. Le seul mot dont je peux qualifier cet argument est un mot bien cher au cœur du ministre des Finances: balivernes. C'est évidemment un argument plutôt stupide, car à la fin de 1957 le gouvernement insistait à l'époque, avant les élections de 1958, pour dire qu'il n'y avait pas de régression; par conséquent, comment pouvait-il appliquer un programme étudié et conscient pour enrayer une régression dont il ne voulait pas reconnaître l'existence?

Nous connaissons les véritables raisons de cette période d'argent cher que nous traversons,—si nous la traversons. La première, ce sont les promesses électorales qui ont accru les dépenses sans accroître les impôts, même les promesses de réduction d'impôts et d'augmentation des dépenses, ce qui s'est soldé par d'énormes déficits et une grande perte de confiance.

L'hon. M. Churchill: Une perte de confiance dans le parti libéral.

L'hon. M. Pearson: La deuxième raison, c'est que de mauvaises méthodes ont été adoptées en vue de combattre la régression lorsqu'on en a finalement reconnu l'existence, de sorte que, même si nous ne sommes pas encore sortis de la régression, nous sommes toujours dans la pire période d'argent cher de notre histoire. J'espère que le ministre lira, s'il ne l'a pas déjà fait, l'article dont je vais maintenant parler. Il a été si occupé ces jours-ci et il a tant voyagé qu'il n'a peut-être pas eu le temps d'en prendre connaissance bien qu'on ne soit nulle part aussi à l'aise pour lire qu'à bord d'un avion transatlantique, surtout d'un avion...

L'hon. M. Starr: L'honorable député s'en servait constamment.

L'hon. M. Fleming: Personne ne le sait mieux que lui.